



Government Offices of Sweden



MINISTRY
of FOREIGN AFFAIRS



Cohorte du Sommet pour la Démocratie sur l'Égalité des Genres en tant que Prérequis pour la Liberté des Médias

APERÇU INTRODUCTIF

La parité entre les sexes est un impératif pour les démocraties prospères. Tout effort visant à construire des démocraties solides et des institutions inclusives sera défectueux s'il exclut ou marginalise la moitié de la population mondiale. Les pays où les femmes prospèrent tendent à être des démocraties plus saines.¹ Par conséquent, autonomiser les femmes et sauvegarder la démocratie vont de pair ; l'égalité des sexes est une condition préalable à une démocratie inclusive.

Dans le monde entier, l'égalité des sexes et les droits des femmes à participer à la vie publique sont compromis par les mêmes forces qui restreignent la démocratie. Par exemple, la désinformation basée sur le genre et les abus en ligne contre les femmes en politique sont de plus en plus utilisés pour saper les avancées en matière d'égalité des sexes, d'autonomisation des femmes et de démocratie. Des efforts sont déployés pour atteindre une démocratie plus inclusive et équitable, mais il est nécessaire de les renforcer et de les accélérer.

Les recommandations de la Cohorte de Genre du Sommet pour la Démocratie, coprésidée par la Suède, la Roumanie, l'Institut Georgetown pour les Femmes, la Paix et la Sécurité (GIWPS) et IDEA International, proposent des suggestions pour renforcer la démocratie en promouvant l'égalité des sexes. Étant donné le lien étroit entre l'égalité des sexes, la démocratie et la liberté des médias, nous encourageons le gouvernement des Pays-Bas à prendre en compte les recommandations énoncées lors de l'organisation de l'événement régional à venir sur la liberté des médias.

¹ « Exploration des liens entre le statut des femmes et la démocratie », Institut Georgetown pour les femmes, la paix et la sécurité, 2023. <https://giwps.georgetown.edu/resource/exploring-the-links-between-womens-status-anddemocracy/>

GENRE ET LIBERTÉ DES MEDIAS

La liberté des médias de communication et la sécurité des journalistes sont essentielles à la force des processus et des institutions démocratiques. Cependant, les femmes ne sont pas représentées de manière équitable dans les médias. Une étude de 2020 sur les médias au Royaume-Uni, aux États-Unis, au Kenya, en Inde, en Afrique du Sud et au Nigeria a révélé que les femmes représentaient seulement de 15 à 30 % des sujets d'actualités.² Une étude de Reuters a révélé que « dans 11 des 12 principaux marchés des médias, la plupart des principaux éditeurs sont des hommes, même dans des pays comme le Brésil et la Finlande où les femmes dépassent les hommes parmi les journalistes en activité ».³ Le traitement injuste des journalistes femmes ou le manque de couverture équitable des femmes en politique limite la liberté d'expression des femmes, un droit égalitaire.

La présence des femmes dans les médias est liée à la quantité et à la nature de la couverture des femmes et des filles, et à leur capacité à considérer les femmes leaders comme des modèles à suivre, y compris en politique. Par exemple, une récente étude de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) a révélé que l'une des principales raisons pour lesquelles les jeunes femmes ne considèrent pas la vie politique est la manière dont les femmes sont représentées dans les médias et les commentaires sexistes qui les effraient.⁴ L'expression démocratique est sapée lorsque les médias ne représentent pas les femmes ou lorsque les journalistes manquent de sécurité dans leur travail. Cela affecte les dynamiques de pouvoir dans tous les domaines de la société, y compris pour les femmes en politique. Un environnement sûr et propice est nécessaire pour que les médias soient robustes et libres, et pour que les journalistes prospèrent. Les femmes en politique méritent que leurs préoccupations politiques soient reflétées dans le discours public et qu'elles reçoivent une couverture médiatique mettant l'accent sur leurs positions substantielles et politiques plutôt que sur leur apparence et leur vie personnelle. Les recommandations suivantes offrent des actions concrètes pour renforcer la liberté des médias, promouvoir l'égalité des sexes et construire une résilience démocratique.

² Kassova, L. (2020), "The Missing Perspectives of Women in News, (pdf, 27.3 MB)" International Women's Media Foundation, p.27.

³ <https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/women-and-leadership-news-media-2021-evidence-12-markets>

⁴ https://read.oecd-ilibrary.org/governance/women-government-and-policy-making-in-oecd-countries_9789264210745-en#page8

RECOMMANDATIONS

Éliminer la violence contre les femmes en politique (VCP) et aborder la prolifération de la violence et des abus de genre facilités par la technologie.

- **Action proposée:** Adopter des normes légales de tolérance zéro pour toutes les formes de violence de genre, y compris en ligne et au sein des partis politiques. Reconnaître la cybercriminalité et le discours haineux contre les femmes en politique et dans les médias comme une forme de violence de genre.
- **Action proposée:** Aborder la violence et les abus de genre facilités par la technologie en collaboration avec les entreprises de médias sociaux. Renforcer la coordination entre les plateformes en ligne et les organismes d'application de la loi pour identifier et répondre aux menaces et tenir les auteurs responsables.

Identifier et aborder les normes et pratiques de genre préjudiciables et discriminatoires dans le journalisme, la couverture médiatique et les réseaux sociaux.

- **Action proposée:** Encourager les acteurs des médias à reconnaître et à traiter les stéréotypes de genre dans la couverture des femmes en politique et à promouvoir une culture d'équité et d'égalité.

Travailler en collaboration pour développer des stratégies et des outils pour atténuer les risques auxquels font face les femmes politiques, les défenseurs des droits humains, les leaders de la société civile et les journalistes.

- **Action proposée:** S'associer avec des gouvernements démocratiques, la société civile, les forces de l'ordre, les femmes politiques et les femmes journalistes pour développer des stratégies visant à identifier et à répondre aux risques auxquels sont confrontées les femmes ; des outils pour suivre et signaler les menaces et les incidents violents ; et des plans d'intervention rapide.
- **Action proposée:** Fournir une formation en sécurité aux femmes journalistes pour atténuer les menaces et leur donner accès à des ressources renforçant leur sécurité.